

LE BUDGET PARTICIPATIF

Un outil d'accélération de la décentralisation
au Cameroun

Quel rôle jouent et quelle place occupent les populations dans les processus de développement de l'État en Afrique ? En janvier 1996, le Cameroun s'est doté d'une nouvelle constitution qui donne une place majeure à la décentralisation dans l'administration du pouvoir politique. Plus de 20 ans après, les spécialistes de la gouvernance s'interrogent sur la distance entre les populations et le pouvoir de Yaoundé.

Le constat est que les pouvoirs publics éprouvent des difficultés importantes à ouvrir le champ de la conduite de l'action publique à la pluralité de perspectives, notamment à la participation des citoyens « ordinaires », dans un contexte où l'administration semble avoir conservé toute la verticalité de ses approches, malgré un discours officiel valorisant le principe de participation.

En s'appuyant sur une enquête de terrain rigoureuse, portant sur la mise en place du budget participatif dans deux communes camerounaises, cet ouvrage montre que, nonobstant la mise en œuvre de la décentralisation, construire collectivement l'action publique, dans un pays où l'État s'est érigé depuis l'indépendance en unique concepteur et défenseur de l'intérêt général, évolue encore à rebours du modèle stato-centré d'hier.



François MGBATOU est docteur en sciences sociales de l'Université catholique d'Afrique centrale (UCAC). Après des études en économie à l'Université de Yaoundé II, il s'inscrit à l'UCAC où il obtient le master 2 en finance et le master 2 en développement et management de projets en Afrique. Passionné des questions de développement local, ses travaux portent essentiellement sur la décentralisation, l'action publique locale et la participation citoyenne. Il est enseignant associé à l'UCAC.

Illustration de la couverture : © Pixabay.

ISBN : 978-2-343-18520-0
33 €



LE BUDGET PARTICIPATIF
Un outil d'accélération de la décentralisation
au Cameroun

François MGBATOU

François MGBATOU

LE BUDGET PARTICIPATIF

Un outil d'accélération de la décentralisation
au Cameroun

